

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHE, 25.

Paris.

5 mois. . . . . 6 fr.  
6 — . . . . . 12 —  
Un an. . . . . 24 —

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen **SORBIER**, 25, rue Blanche.

(Affranchir).

L'un des gérants, rédacteur en chef : **CABATIGNÉ**.

Paris, 21 mars.

S'il est triste de voir se maintenir l'entêtement aux vieilles idées, bien plus déplorable encore est le spectacle de ces publicistes qui, faute de vue ou bien n'écoulant que les conseils de leur ambition déçue, se mettent publiquement à mesurer la dose de bien-être social qui doit revenir au peuple. Il semblerait à les entendre que l'admission de tous les déshérités dans la grande famille est une usurpation condamnable. On doit selon eux s'appliquer à restreindre autant que possible la part de ce colosse populaire si redoutable pour eux, même quand il apparaît calme et riant. De petits réactionnaires, habiles à se tenir dans l'ombre, poussent quelques étourdis à une démarche provocante. La réponse ne se fait pas attendre : le lendemain deux cent mille voix viennent protester contre cette équipée d'écoliers ; protestation pleine de calme et de dignité. Cela ne suffit pas encore ; on accepte le fait, il le faut bien, mais avec l'attitude d'un homme auquel on fait avaler des couleuvres. Au lieu de s'élever, une fois pour toutes, à la hauteur des idées sociales qui vont régir le monde, les mesquineries d'autrefois se révèlent sous ce langage banal au moyen duquel tant de médiocrités hissees par l'intrigue arrivaient enfin à une position.

Si du moins nous n'avions à reprendre, dans leur conduite politique, que les diseurs de vieilles habiletés constitutionnelles, cette psalmodie surannée ne troublerait le sommeil de personne, au contraire ; mais à ceux-ci viennent se joindre des gens qui, par la force d'inertie, causent un mal dont le pays pourrait bien leur demander compte. Ainsi, tandis que les prédicateurs de la vieille église constitutionnelle cherchent de leur mieux à endormir l'énergie révolutionnaire, certains maires de Paris s'ingénient à trouver le moyen de dégoûter les nouveaux citoyens appelés par la loi à composer la garde nationale et à nommer leurs représentants à l'Assemblée. On veut lasser les uns à force de courses inutiles ; aux autres, on oppose des entraves dont l'effet ne doit pas manquer, espère-t-on, vu l'ignorance dans laquelle le peuple est encore de ses droits. Au moyen déjà usé des courses rendues inutiles à dessein, on en substitue un autre que voici. Lorsque des ouvriers se présentent pour se faire inscrire, la demande leur est faite de leur patente et de leur cote de contributions. Ces hommes de bonne foi, ne sachant pas encore qu'on les trompe, s'en retournent découragés. Les jours passent, et les maires nourrissent l'espoir de voir les listes électorales purgées de cette foule qui leur fait peur.

Pendant que ces manœuvres s'exécutent, les docteurs de la régence ne manquent pas de nous dire que tout le monde est peuple, en vertu de l'égalité, et qu'il n'est pas bien à nous de spécifier des classes que la loi n'admet plus. Ces messieurs viennent un peu tard. Ils devraient se souvenir que durant ces dernières années surtout, nous ne cessons de leur dire : « Point de classes, point de castes, point de privilèges ; l'égalité pour tous et la fraternité. » Le répéter après nous est fort bien sans doute ; mais il faudrait au moins citer ses auteurs, et surtout ne pas chercher à retourner contre eux des doctrines dont on n'a que le semblant.

Loin de nous l'idée de créer des divisions entre le peuple et la garde nationale. Au contraire, si nous insistons tant sur ce point, c'est afin de faire ouvrir les yeux à quelques myopes dont la langue est plus active que le cœur, et pour fournir un exemple, nous nous adressons aux gens de cet acabit qui encomrent la 2<sup>e</sup> légion.

Le peuple les effraie. Il est cruel, disent-ils entre eux et à demi-voix ; ses habitudes sont trop dures pour des gens bien élevés ; on le suppose capable de tous les excès. Arrêtons-nous ici, citoyens de la bourgeoisie ; vous allez lire une page de vos annales. Peut-être vous enseignera-t-elle à ne plus calomnier le peuple, qui vous a enrichis toujours, ingrats !

Donnez-nous toute votre attention. Il s'agit des massacres de septembre.

### Section de l'Unité.

« . . . . , vétéran de la garde nationale et marchand de bijoux, prévenu d'avoir donné à boire aux assassins, de les avoir encouragés, et d'avoir été rencontré le 3 septembre, tenant son épée ensanglantée et brisée, dans la rue Marguerite et disant : « Je n'en ai tué que douze. »

« . . . . , marchand chandelier, rue Jacob.

Prévenu d'avoir été vu le 3 septembre, ses habits couverts de sang et son fusil cassé par les deux extrémités.

« . . . . , marchand chapelier, rue des Boucheries.

Prévenu d'avoir été vu le 2 septembre avec les autres assassins attendant les victimes à la porte de la prison, ayant ses habits couverts de sang.

Femme . . . . , traiteur, rue Mazarine.

Prévenu d'avoir dit que le 3 septembre son mari l'était venu chercher pour lui faire voir quatorze personnes qu'il avait tuées.

« . . . . , orfèvre, rue de Bussy.

Prévenu d'avoir été vu faire la police le sabre à la main près de la prison le jour des massacres. Il encourageait les assassins. Il faut remarquer qu'il n'était pas de garde.

« . . . . , vinaigrier, rue Marguerite.

Prévenu d'avoir été vu, le 2 septembre, assassinant

plusieurs citoyens, et notamment le citoyen de Lament, lui enfouissant son sabre par le bas ventre jusqu'à la garde. . . . . (Permettez-moi d'arrêter ici ma plume.)

« . . . . , sous-lieutenant de la 16<sup>e</sup> compagnie de la force armée.

Prévenu d'avoir dit, en causant de subsistances, qu'il se f. . . . . autant de la République que d'une m. . . . . ; de s'être vanté d'avoir assisté aux massacres faits à la prison de la Force les 2 et 3 septembre, et que c'était lui qui, avec un autre individu, avait enlevé la femme Lamballe par-dessous le bras. »

Nous avons conservé le style employé pour ce lamentable catalogue, dans lequel nous trouvons le nom de Maillard, huissier, trop connu pour que nous ayons scrupule en le citant de nouveau. Nos lecteurs apprécieront les motifs qui nous font garder le silence sur les autres.

Remarquons seulement que cette troupe est composée de gens ayant boutique, à l'exception d'un commandant de bataillon, d'un commissaire au pain, d'un employé aux charrois, de deux tambours, de deux sergents et d'une demi-douzaine dont la profession n'est pas indiquée.

Les intéressés ont longtemps calomnié le vrai peuple : ne serait-il pas temps de cesser ?

Les chevaliers du droit divin s'y prennent de toutes les manières pour assurer le triomphe de leur parti, si tant y a qu'ils puissent conserver encore une ombre d'espérance. Nous recevons une lettre d'un honorable général qui nous apprend qu'ils embauchent les piliers de barrière, les vagabonds, les bandits, les repris de justice. On sait déjà que les hôtels du faubourg Saint-Germain fournissent une haute paie aux ci-devant sergents de ville. Pauvre droit divin, droit immaculé, droit des fleurs de lis et du drapeau blanc, droit du Pare-aux-Cerfs et du livre rouge, comment as-tu pu descendre à ce degré d'avilissement, qu'il faille te mettre sous la sauvegarde des détresseurs de grand chemin, qu'il te faille échanger la glorieuse épée de Fontenoy contre une vile brette municipale ? Fi donc ! Le comte d'Artois avait au moins des Cosaques pour l'escorter à Notre-Dame. Platoff avait son mérite : la chronique secrète du noble faubourg le dirait ; si elle voulait parler. Passe pour Platoff ! mais d'ignobles sergents de ville. . . . ne m'en parlez pas.

Tels hommes, tels moyens au demeurant ! Vous avez encore sous les yeux cette admirable manifestation du 17 mars, la plus belle journée de nos annales, celle où le peuple s'est révélé d'une manière si accablante pour ses adversaires, celle où 200,000 citoyens ont marché comme un seul homme pour relever un insolent défi.

Pour cette journée les siècles n'auront pas assez de mémoire, comme dit Béranger. Eh bien ! les carlistes ont trouvé le moyen de les travestir. Ils ont fait repandre en province le bruit que Paris, ce jour-là, était le théâtre de la guerre civile et que le drapeau blanc était arboré sur tous les monuments. A première vue, ce mensonge semble trop burlesque pour qu'on s'y arrête ; mais qu'on y réfléchisse, et la conséquence s'en révèle immédiatement. Quel est le but des monarchistes ? Fausser les élections, amener à la représentation nationale une majorité réactionnaire qui tenterait de remettre en question ce que le peuple a si spontanément, si magnifiquement résolu. — Qu'il se tienne donc en garde contre ces menées souterraines. Nos conseils s'adressent spécialement aux citoyens des départements. Ils sauront, nous n'en doutons pas, se prémunir contre les stupides nouvelles qu'une insolente faction a l'impudence de fabriquer aussi ouvertement.

Dans la grande manifestation populaire du 17 courant, nous avons vu avec joie plusieurs citoyens prêtres se mêler fraternellement aux rangs des travailleurs patriotes. La soutane accompagnait bien la blouse, et, pour la première fois peut-être, la Religion et la Liberté, sœurs jumelles en Dieu, se donnaient publiquement la main. Mais si nous rendons un hommage sincère à ces quelques prêtres animés d'un esprit de haute raison et de sagesse, nous avons le droit de blâmer sans réserve et de flétrir énergiquement la conduite des ministres sacrilèges qui, au mépris du caractère saint qu'ils revêtent, font de leur habit l'hypocrisie de leurs crimes et la honte de leur état. Trop de scandales déjà, dont nous ne voulons pas renouveler le déplorable souvenir, ont attristé jusqu'ici les hommes loyaux et probes de tous les partis. Le temps est venu de dévoiler les turpitudes nouvelles des prétendus hommes sacrés qui vivent dans leurs communautés dites religieuses à l'abri d'un nom qu'ils volent à l'honneur public.

Les chers frères de Vaugirard tiennent une pension de jeunes garçons moyennant un salaire convenable. Un enfant depuis longtemps placé chez eux par son tuteur, et dont la mère est à Paris dans une position très-malheureuse, ne voyait cette pauvre femme qu'à de rares intervalles. Le tuteur était parti pour l'Allemagne. Depuis trois mois on ne recevait aucune nouvelle de lui, c'est-à-dire qu'il n'acquittait plus le montant de la pension mensuelle de son pupille. On ne voyait pas la mère non plus. Ce n'était point elle d'ailleurs qui devait ni pouvait supporter la charge de son enfant. Les chers frères le savaient bien. Sans faire aucune démarche auprès de la malheureuse femme, ils

se permirent de disposer de l'avenir du jeune garçon, qu'ils placèrent aux ENFANTS TROUVÉS !

La pauvre mère, longtemps malade et toujours dans la misère, vint plus tard à la communauté :

— Mon fils ? . . . dit-elle.

— Votre fils est mort, eut la cruauté de répondre un cher frère.

— Mort ? . . . s'écria-t-elle.

— Il est bien mort pour vous, répéta le barbare ; il est aux ENFANTS TROUVÉS !

Et la mère de cet enfant repartit plus que folle, désespérée.

Croyant trouver des consolations efficaces dans le sein d'un autre prêtre, elle alla chez le curé de Notre-Dame-de-Lorette, sa paroisse. Ce haut seigneur de l'aristocratie cléricale, que nous connaissons pour ce qu'il est, reçut les plaintes si touchantes et si vives de la malheureuse mère, d'un cœur sec.

— Taisez-vous, lui dit-il, ne répandez pas ce bruit ; nous vous donnerons des secours.

Des secours à une mère à qui l'on enlève son enfant !

Vraiment, monsieur le curé, et vous chers frères, y a-t-il donc SOLIDARITÉ entre vous ?

### ALLEMAGNE ET FRANCE.

« Le tonnerre allemand, disait Henri Heine, roule plus longtemps que le tonnerre français ; il est sourd, mais il éclate. » Cette affirmation, quelque tranchante qu'elle fût, ne pouvait nous consoler de l'inertie prolongée de l'Allemagne. Cette vieille mère de la science moderne, la patrie de Jean Huss et de Luther sommeillait, lorsque la révolution française éclata, enveloppée dans ses formules mystiques et dans ses théories nébuleuses. Il fallut que nos armées la sillonnassent en tout sens pendant vingt années, que Napoléon, suivant l'expression énergique d'un poète contemporain, broyât ses générations sous son impitoyable coursier de bataille, pour réaliser un instant à coups de canon cette unité germanique, rêve que Frantz de Sickingen, le héros des légendes allemandes, cherchait au pied des forteresses, la lance en arrêt et chevauchant dans la mort. Leipzig fut la journée des nations conjurées. L'Allemagne se leva aux cris de liberté pour venir poignarder la France. Le forfait accompli, elle se laissa derechef dorloter par ses princes et ses empereurs, et encore une fois oublia la politique dans les labyrinthes de sa haute métaphysique.

L'Allemagne haïssait la France, c'est-à-dire la seule chose qui pouvait la sauver, le génie pratique par excellence. Antipathie déplorable. Elle reculait indéfiniment le triomphe définitif de la civilisation en Europe. Elle forçait la France à se contracter, à se replier sur elle-même ; elle empêchait l'hyménée des nations, cette réalisation magnifique que Leibniz entrevoyait déjà possible.

Grâce à nous, grâce à notre admirable position topographique qui nous permet de participer à la fois du génie spéculatif du Nord et du profond sentiment artistique des peuples méridionaux.

Enfin la vieille Germanie se réveille, les Allemands descendent de leur montagne ; nous pouvons les apercevoir à travers leurs brouillards, qui disparaissent à vue d'œil. Le moment est venu. Plus d'antipathies injustes ! plus de chauvinisme retardataire ! Abjurant les vieilles inimitiés, les intrigues de cour aussi odieuses que futiles, héros de Leipzig et d'Iéna, tous athlètes privilégiés de l'humanité, tous serviteurs de Dieu, fils de Rousseau, fils de Luther, jetons-nous dans les bras les uns des autres !

La presse abat les murs de la patrie ;

Sa voix vous dit : « Peuples, fraternisez ! »

Allemands, sachez enfin que depuis longtemps nous avons repoussé loin de nous toutes les conceptions du despotisme napoléonien. Nous ne sommes plus guidés par une soif aveugle de conquêtes. Nous n'aimons les sons des fanfares et le frémissent de la *Marseillaise* que lorsqu'il faut marcher contre les tyrans et les traîtres qui violent leurs serments. Le manifeste de Lamartine vous a appris nos véritables sentiments. Nous n'avons qu'une ambition, celle de placer haut la torche civilisatrice pour qu'elle brille par-dessus les plus hautes montagnes et descende dans les plus basses vallées.

Devançant notre initiative, l'Italie, la Suisse s'étaient déjà ébranlées aux cris de liberté ; la Prusse s'agitait lentement sous le trône lézardé de Frédéric ; les nations, en un mot, guidées par une main invisible, se rangeaient en bataille. L'heure de la délivrance a sonné ; la France a donné le signal, et comme un écho répondant aux vibrations formidables du tocsin de Paris, la capitale classique de l'absolutisme a répondu ; le doigt de Dieu est descendu sur les palais de Vienne, et en trois jours la vieille puissance d'un ministre abhorré a été brisée. Aussitôt Berlin reprend sa révolution inachevée, et ce roi burlesque qu'on nommait Frédéric-Guillaume est obligé de fuir.

Français, l'ennemi n'est plus sur le Rhin ; pour le trouver il faut aller jusqu'à la Vistule : le despotisme siège au delà sur son trône de neige. Malheur à lui s'il prétendait étendre son souffle glacial sur les pays où règne le soleil de la liberté ! Allemands et Français, désormais unis dans la même pensée, refoulerez bientôt dans leurs steppes ces nuées d'esclaves abrutis,



ces harpies voraces de la tyrannie qui voudraient infecter le banquet des peuples libres !  
Eclate donc, ô tonnerre de l'Allemagne !

### Actes officiels.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,  
Vu les décrets qui constituent la garde nationale mobile;

Considérant qu'il importe de procéder le plus tôt possible à l'habillement et à l'équipement de cette garde nationale,

Arrête :

Le ministre de la guerre est autorisé à délivrer au général commandant la garde nationale mobile les tuniques, chaussures, chemises et autres effets d'habillement dont il pourra disposer sans nuire au service de l'armée.

Pour le surplus, le général commandant est autorisé à passer des marchés.

Ampliation du présent décret sera adressée aux ministres de la guerre, de l'intérieur et des finances, et aussi au général Duvivier.

Fait en conseil de Gouvernement, le 20 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Quant à présent, la préfecture de police conservera toutes les attributions qu'elle possédait avant la révolution de Février.

Fait en conseil de Gouvernement, le 20 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République, sur la proposition du ministre de la guerre,

Arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Est nommé au grade de lieutenant-colonel au 9<sup>e</sup> de ligne, M. Charras (Jean-Baptiste-Adolphe), chef de bataillon commandant le 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

Art. 2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 20 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

#### GOVERNEMENT PROVISOIRE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu la lettre en date du 11 mars courant, par laquelle la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, représentée par son conseil d'administration, offre de remplacer les voitures de 3<sup>e</sup> classe découvertes, au prix de 5 centimes par personne et par kilomètre, par des voitures couvertes et fermées avec rideaux, au prix de 5 c. 1/2 par personne et par kilomètre, stipulée dans les actes de concessions les plus récents.

Sur la proposition du membre du gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Dans le délai de trois mois, à dater de la ratification par l'assemblée générale des actionnaires de l'offre ci-dessus énoncée, ou au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet prochain, la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans est tenue d'avoir remplacé les voitures de 3<sup>e</sup> classe découvertes par des voitures de 3<sup>e</sup> classe couvertes et fermées avec rideaux, dont le modèle sera arrêté par le ministre des travaux publics. Le tarif des places dans les nouvelles voitures est réglé à 5 c. 1/2 par personne et par kilomètre.

Art. 2. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, est spécialement chargé de l'exécution du présent décret.

Fait le 20 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre des finances, membre du Gouvernement provisoire,

Arrête :

Le citoyen Hippolyte Biesta est nommé sous-délégué du Gouvernement provisoire près le comptoir national d'escompte de Paris,

Fait à Paris, le 20 mars 1848.

GARNIER-PAGÈS.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Vu le décret du Gouvernement provisoire qui délègue aux ministres compétents la décision des mesures qui étaient précédemment réglées par des ordonnances royales;

Vu les diverses ordonnances relatives aux associations tontinières;

Après avoir entendu la commission de surveillance des tontines et les directeurs de ces établissements;

Considérant que les fonds versés par les familles dans les tontines, pour être employés en rente sur l'Etat, sont le fruit du travail et de l'épargne du peuple;

Qu'ils constituent un dépôt sacré placé sous la sauvegarde de l'honneur du pays et la garantie de la République;

Attendu qu'avant de statuer sur l'emploi définitif du capital des tontines, dans l'intérêt des souscripteurs, il y a lieu de pourvoir d'urgence au placement du montant des arrérages et annuités journalièrement perçus;

D'accord avec le ministre de l'agriculture et du commerce;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le montant des arrérages et annuités à percevoir par les établissements tontinières sera provisoirement versé au trésor public sous la garantie de l'Etat.

Le capital de ces fonds s'augmentera d'un intérêt cumulé de 3 p. 100 par an.

Art. 2. La commission de surveillance des tontines assurera, en ce qui la concerne, l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 20 mars 1848.

GARNIER-PAGÈS.

« Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

« En vertu du décret du 2 mars 1848, dont la teneur suit : « Les affaires d'administration courante qui, dans l'état actuel de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, seront valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissent; »

« Arrête ce qui suit :

« Les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et les inspecteurs généraux de première classe des mines à l'âge de soixante et dix ans accomplis, les inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées et les inspecteurs généraux de deuxième classe des mines à l'âge de soixante et dix ans accomplis, cessent d'appartenir au cadre d'activité.

« Pourront toutefois être maintenus dans ce cadre, quel que soit leur âge, les inspecteurs généraux vice-présidents des conseils généraux des ponts et chaussées et des mines.

« Paris, le 20 mars 1848.

« MARIE. »

Par application de cet arrêté ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Dans le corps des ponts et chaussées :  
MM. Fèvre et Favier, inspecteurs généraux; de Baudre et Mesnager, inspecteurs divisionnaires.

Dans le corps des mines :  
MM. Héricart de Thury, inspecteur général de 2<sup>e</sup> classe.

M. Guichard, ingénieur en chef, directeur du département d'Ille-et-Vilaine, est chargé du service du département de la Côte-d'Or, en remplacement de M. Darcy, appelé à une autre destination.

M. Olivier, ingénieur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe, actuellement chargé d'un arrondissement dans le service du département de la Somme, est appelé à remplir les fonctions d'ingénieur en chef dans le département de l'Eure, en remplacement de M. Méry, qui recevra une autre destination.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

ARRÊTÉ.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Considérant que l'institution des commissaires du Gouvernement près les compagnies de chemins de fer, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas dans les conditions de hiérarchie qui doivent régir toutes les branches de l'administration publique, que le nombre des commissaires excède les besoins du service, et que le morcellement des attributions ne permet pas de réunir et de coordonner avec méthode les documents statistiques concernant l'exploitation commerciale des chemins de fer;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les commissaires royaux près les compagnies de chemins de fer sont supprimés.

Art. 2. La surveillance de l'exploitation commerciale des chemins de fer et des opérations financières des compagnies sera confiée à des agents qui prendront le titre d'inspecteurs de l'exploitation commerciale.

Art. 3. Les inspecteurs seront de deux classes :  
Inspecteurs principaux. — Inspecteurs particuliers.

Les inspecteurs principaux centralisent les affaires et coordonnent les documents statistiques des arrondissements d'inspection auxquels ils sont attachés. Les inspecteurs particuliers correspondent avec les inspecteurs principaux et sont placés sous leur direction.

Art. 4. Le nombre des arrondissements d'inspection est fixé à six.

Le premier arrondissement comprendra les chemins de fer

De Paris en Belgique et ses embranchements sur Calais et Dunkerque;

De Creil à Saint-Quentin;

D'Amiens à Boulogne.

Il y sera attaché un inspecteur principal et deux inspecteurs particuliers.

Le deuxième arrondissement comprendra les chemins de fer

De Paris à Strasbourg et les embranchements de Reims et de Saarbruck;

De Strasbourg à Bâle et de Mulhouse à Thann.

Il y sera attaché un inspecteur principal et un inspecteur particulier.

Le troisième arrondissement comprendra les chemins de fer

De Paris à Lyon;

De Montreuil à Troyes;

De Saint-Etienne à Lyon et de Saint-Etienne à Andrieux;

D'Andrieux à Roanne et l'embranchement de Montbrison;

De Lyon à Avignon;

De Marseille à Avignon.

Il y sera attaché un inspecteur principal et trois inspecteurs particuliers.

Le quatrième arrondissement comprendra les chemins de fer

D'Alais à Beaucaire et Alais à la Grand-Combe;

De Montpellier à Cette;

De Montpellier à Nîmes;

Il y sera attaché un inspecteur principal et un inspecteur particulier.

Le cinquième arrondissement comprendra les chemins de fer

De Paris à Orléans;  
D'Orléans à Bordeaux;  
De Tours à Nantes;  
Et d'Orléans sur le Centre.

Il y sera attaché un inspecteur principal et deux inspecteurs particuliers.

Le sixième arrondissement comprendra les chemins de fer

De Paris à Rouen;

De Rouen au Havre;

De Rouen à Dieppe et à Fécamp;

De Paris à Versailles (rive droite);

De Paris à Versailles (rive gauche);

De Paris à Saint-Germain;

De Paris à Sceaux;

De Paris à Chartres.

Il y sera attaché un inspecteur principal et trois inspecteurs particuliers.

Paris, le 20 mars 1848.

Le ministre provisoire des travaux publics,

MARIE.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce,

En vertu du décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848, dont la teneur suit : « Les affaires d'administration courante, qui, dans l'état actuel de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, seront valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissent; »

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1841, portant autorisation de l'établissement d'associations tontinières formé à Paris sous la dénomination de la Providence des enfants, association des pères de famille;

Vu la délibération prise le 22 avril 1847 par l'assemblée générale des souscripteurs de cet établissement;

Vu l'avis du conseil d'Etat, en date du 19 janvier 1848;

Vu les art. 29 à 37, 40 et 43 du Code de commerce;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme constituée à Paris pour la gestion des associations d'assurances mutuelles sur la vie, formée par la Providence des enfants, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans les actes passés le 17 mars 1848, devant M<sup>e</sup> Acloque et son collègue, notaires à Paris, et dont expédition restera annexée au présent arrêté.

Art. 2. Les modifications introduites dans les statuts des associations mutuelles sur la vie, la Providence des enfants, annexées à l'ordonnance royale du 1<sup>er</sup> décembre 1841, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé le 17 mars 1848, devant M<sup>e</sup> Acloque et son collègue, notaires à Paris, dont expédition restera également annexée au présent arrêté.

Art. 3. Un cautionnement de 8,000 fr. de rente 3 p. 100, augmenté, s'il y a lieu, d'après les progressions déterminées par l'art. 6 des statuts de la société anonyme, sera déposé à la caisse des dépôts et consignations, et servira de garantie, tant pour la gestion de ladite société que pour la gestion antérieure de l'établissement la Providence des enfants, le tout indépendamment du recours qui pourra s'exercer sur le surplus du fonds social.

Aux époques fixées par les statuts des associations tontinières, pour la répartition entre les membres qui les composent, de la totalité ou de partie du capital desdites associations, les parts revenant aux ayants droit leur seront remises en titres de rentes inscrites au nom de chacun d'eux, comme il est dit à l'art. 23 desdits statuts.

Art. 4. La société anonyme sera tenue de remettre tous les six mois, au ministère de l'agriculture et du commerce, au maire de Paris, au délégué du Gouvernement près le département de la police, à la chambre du commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris, un extrait de son état de situation, ainsi que de celles des différentes associations qu'elle est autorisée à former ou à administrer.

Elle devra en outre adresser, chaque année, au ministère de l'agriculture et du commerce, un rapport détaillé contenant tous les renseignements propres à faire apprécier la nature et les effets des associations formées par ses soins.

Art. 5. La gestion de la société anonyme et les opérations des sociétés tontinières seront soumises à la surveillance spéciale dont le mode a été déterminé par les ordonnances royales des 12 juin 1842 et 25 juin 1847, et dont les frais seront supportés par la société jusqu'à concurrence de la somme de 2,000 fr. par an.

Art. 6. La présente autorisation pourra être révoquée, sans préjudice des droits des tiers, en cas de violation ou de non-exécution, soit des statuts de la société anonyme, soit des statuts destinés à régir les associations tontinières qu'elle est autorisée à former ou à administrer, et dans le cas de plaintes graves contre la gestion de l'établissement.

Est réservé, en outre, le droit de révision générale des statuts de ces associations, conformément à l'art. 5 de l'ordonnance royale du 1<sup>er</sup> décembre 1841.

Néanmoins, dans le cas où par suite du droit de révision réservé à l'égard de l'un ou de plusieurs des établissements aujourd'hui existants, il serait introduit de nouvelles conditions générales sur les assurances ainsi que sur le taux ou sur le mode de paiement du droit de commission, ces conditions seront immédiatement applicables à la société la Providence des enfants.

Art. 7. Le présent arrêté sera publié au Bulletin des Lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine.

Paris, le 19 mars 1848.

BETHMONT.

Il vient de se former à Paris un comité républicain du Barreau. Voici son programme :

Les travaux de l'Assemblée nationale et de celles qui lui succéderont doivent, aux yeux du comité, avoir pour but principal les points suivants :

1<sup>o</sup> Constituer définitivement l'établissement de la République;

2<sup>o</sup> Proclamer et assurer les droits de l'homme en so-



ciété, la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété;  
5° Ouvrir l'ère de la fraternité, en assurant au travailleur, par des institutions nouvelles, le bien-être auquel il a droit et la place qui lui est due au foyer de la grande famille;

6° Assurer à tous une instruction morale et pratique qui permette à la République de profiter de l'intelligence et du génie de tous ses enfants;

7° Respecter la liberté individuelle, assurer la liberté des cultes et celle de la presse;

8° Etablir une nouvelle organisation judiciaire en harmonie avec les principes républicains;

9° Réorganiser l'impôt, — diminuer les gros traitements, — établir l'équilibre des budgets;

10° Maintenir à l'élection politique la large base du suffrage universel;

11° Abolir définitivement la peine de mort en matière politique;

12° Fonder la diplomatie sur l'alliance des peuples et sur la paix solide qui doit être le résultat de cette alliance.

C'est pour arriver à ce but que le comité appuiera de tous ses efforts les hommes sincèrement républicains, amis de l'ordre et de la liberté, qui apporteront à la cause du peuple les garanties qui résultent des lumières de l'esprit, de l'indépendance, de la fermeté et de la modération du caractère, et surtout de l'amour de la patrie.

Vive la République!

Paris, 14 mars 1848.

La circulaire suivante a été adressée aux membres du Barreau par MM. Liouville, président, Cochery, Rivière, Laluyé et Vincent, secrétaires du comité.

Monsieur et confrère,

La partie républicaine du Barreau de Paris a pensé qu'elle avait un devoir à remplir dans les élections prochaines.

Ce devoir, c'est celui de présenter et de soutenir des candidats, amis sincères et dévoués de la République.

Nos relations professionnelles et cette fraternité qui de temps immémorial nous unit tous, nous a inspiré la pensée d'une vaste Association républicaine du Barreau dans laquelle nous vous prions d'entrer.

Unissez-vous à nous : indiquez-nous vos candidats ; nous vous indiquerons les nôtres ; nous vous offrons le tribut de nos connaissances et l'appui de nos efforts.

Il ne s'agit pour nous ni de vous imposer, ni même de vous offrir des candidats pris dans le Barreau. Il s'agit uniquement de nous unir pour porter des patriotes à l'Assemblée constituante ; nous vous offrons notre concours ; nous attendons le vôtre.

Agréez, etc.

Paris, 17 mars 1848.

#### NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Le citoyen J. Gouache, nommé commissaire général pour les départements du Loiret, d'Eure-et-Loir et de Loir-et-Cher, a dès le début fait preuve de zèle et d'activité.

Arrivé à Blois avec le commissaire délégué, le citoyen Ducaux, il s'est occupé immédiatement des moyens de faire cesser la crise commerciale et financière qui s'est fait sentir à Blois comme dans le reste de la France. Après avoir consulté les membres du tribunal de commerce et les banquiers de la ville, il a rendu trois décrets qui nous paraissent parfaitement appropriés aux circonstances.

Par le premier : un comptoir d'escompte est établi à Blois.

Par le deuxième : les banquiers de Blois devront, à partir du 18 mars au 15 mai, conserver, pour les besoins de la situation commerciale, les dépôts qui leur ont été faits par les propriétaires et capitalistes, excepté toutefois le cas où ces derniers voudraient le verser à la caisse du comptoir national.

Par le troisième, ensuite : toutes poursuites contre les commerçants, relatives à leurs billets, effets de commerce, etc., seront suspendues jusqu'au 15 mai prochain, à raison des circonstances. Le citoyen J. Gouache a quitté Blois le 19, pour se rendre à Orléans.

L'opinion publique s'agite à Nantes ; on répand des bruits alarmants pour le parti républicain. Quelques sympathies monarchiques semblent vouloir se réveiller ; elles agissent sourdement, mais elles ne sont pas de nature à inspirer l'inquiétude. Cependant les républicains veillent, ils sont au fait de tout. Le citoyen commissaire extraordinaire est un homme ferme et dévoué, décidé à agir avec vigueur si les circonstances l'exigent.

La France entière se prépare aux élections, dans chaque chef-lieu s'organise des comités, dans chaque commune se constituent d'autres comités qui se mettent en rapport avec le comité central. C'est là le seul moyen d'envoyer à l'Assemblée nationale des républicains purs et dévoués, c'est le seul moyen de consolider les sublimes institutions que nous venons de conquérir. Les nouvelles suivantes, que nous apporte notre correspondance démontrent que les départements ont compris cette nécessité et qu'ils en ont fait l'objet de leur unique préoccupation.

Dans l'Ouest, à Vannes, à Saint-Brieuc, à Guingamp, les comités électoraux sont formés. Dans cette dernière ville, il se compose de gens connus par leur patriotisme et par leur volonté fermement arrêtée d'envoyer à l'Assemblée nationale des républicains.

Dans le département de la Sarthe, grâce au programme du comité central qui a été adopté pour tous les comités cantonaux, nous sommes assurés que tous les candidats de l'ex-gauche dynastique en seront pour leurs frais d'éloquence.

Une réunion de quelques citoyens de Mont-de-Marsan a eu lieu à l'hôtel de ville. Cette réunion avait pour unique but de chercher les meilleurs moyens à prendre pour parvenir à un accord aussi complet que possible avec tous les cantons du département des Landes appelés à concourir à l'élection des sept représentants du peuple.

Une commission provisoire a été nommée dans cette réunion.

Une funeste influence va s'exercer, si l'on n'y avise, sur les élections qui se préparent dans le département des Hautes-Pyrénées. Tous les anciens fonctionnaires ont été maintenus, et déjà ils se liguient et complotent pour obtenir des députés plus disposés à retourner en

arrière qu'à soutenir la République.

Il est à désirer que les bons citoyens s'unissent, exercent la plus grande surveillance, afin de parer à toutes ces manœuvres et d'en paralyser l'effet.

Je préviens les citoyens qui m'envoient et qui seraient tentés, à l'avenir, de m'envoyer des dons spontanés pour les ouvriers qui manquent de travail, que je leur serai obligé de donner en même temps leurs noms. Nous les publierons. Il s'agit ici de l'accomplissement d'un acte éminemment patriotique qui doit avoir du retentissement le lendemain d'une époque d'intérêts bourgeois et de passions égoïstes. Que l'immense majorité des patriotes dépouille donc toute modestie à cet endroit ; c'est le moyen d'en finir avec l'impur passé qui s'agite encore dans les convulsions de l'agonie.

SOBRIER.

#### CHRONIQUE ÉLECTORALE.

Le comité républicain d'Epinal (Vosges) s'est constitué le 11 mars : toutes les communes du département ont adhéré à la République ; les délégués des trente cantons qui composent ce département ont été convoqués à l'hôtel de ville d'Epinal pour le 19. Les membres du comité invitent les bons citoyens à veiller à ce que la République ne devienne pas la proie des royalistes d'hier, convertis subitement à nos doctrines qu'ils proscriaient naguère avec tant d'acharnement.

A côté de ce comité s'est constitué un club composé en grande partie d'anciens conservateurs, à l'effet d'exercer une influence rétrograde sur les élections.

Le colonel du 13<sup>e</sup> de ligne demande au comité la liste nominative des candidats à la représentation nationale pour le département de l'Isère, afin que les votes des militaires de ce régiment ne portent que sur des hommes dont le patriotisme bien connu soit une garantie certaine pour l'affermissement des institutions républicaines.

Au nom des électeurs démocrates des deux régiments en garnison à Marseille (20<sup>e</sup> léger et 20<sup>e</sup> de ligne), il a été écrit au citoyen Recurt pour obtenir du comité général les noms des candidats franchement républicains qui se présentent dans les quatre-vingt-six départements.

Dans une circulaire fort remarquable adressée aux électeurs de la Sarthe par le comité constitué au Mans, on remarque le passage suivant, que nous ne saurions trop recommander à l'attention des vrais patriotes :

« Les hommes qui compromettent et perdent les révolutions sont toujours ceux qui ne les ont pas faites et qui cherchent à en tirer honneur contre le danger que nous venons de signaler. »

Deux comités électoraux, l'un composé exclusivement d'ouvriers, l'autre de commerçants et de propriétaires, s'étaient constitués à Libourne. Cédant à un sentiment de fraternité sincère, les deux comités se sont fondus en un seul. Après avoir, à l'unanimité, porté comme candidat à l'Assemblée nationale l'un de leurs compatriotes, républicain éprouvé, les membres du comité ont envoyé deux délégués à Bordeaux pour aller s'entendre avec le comité central du département.

Un comité démocratique, correspondant avec celui de Paris, vient de se former à Gap. Ce comité entrera en relations avec tous les comités de canton du département des Hautes-Alpes et recevra les adhésions des citoyens de toutes les classes. La devise est : *Activité, vigilance*.

Le comité est informé que plusieurs étudiants en droit et en médecine se disposent à partir pour aller dans leurs départements, de commune en commune, expliquer aux habitants des campagnes les droits du citoyen et déterminer chacun à se faire immédiatement inscrire sur les listes électorales ; nous ne pouvons qu'applaudir à un pareil dévouement, qui ne peut avoir qu'un heureux résultat. Il est à désirer que leur exemple trouve beaucoup d'imitateurs.

#### NOUVELLES DE VIENNE.

Vienne, 14 mars, 1 heure du matin. — Toutes les maisons sont illuminées ; ça et là on voit encore des dames saluer les troupes du peuple en agitant des mouchoirs blancs. Le bruit du tambour, les cris, le tumulte continuent.

Dix heures du matin. — Je reviens des faubourgs. Les candélabres, les arbres, les bancs, les espaliers sur les glacis, tout est démolé ; les maisons d'octroi sont en feu. Des boutiques de boulangers, merciers et marchands de tabac, qui avaient refusé de vendre pendant la nuit, ont été détruites de fond en comble. Du côté de Schenbrunn, j'ai aperçu un fort nuage de fumée ; on dit que le château a été incendié. Metternich a quitté la ville entre cinq et six heures. Le peuple a déclaré ne vouloir poser les armes que lorsqu'il aura obtenu la liberté de la presse, le libre exercice des cultes, l'institution de la garde nationale.

D'après une correspondance que nous trouvons dans la Gazette de Fribourg, le peuple de Vienne aurait fait une chasse aux jésuites : on les laissait courir dans les rues à une distance de cinquante pas, et puis on les abattait coup de fusil.

Les dernières nouvelles de Vienne sont arrivées par des lettres particulières. Le prince Windescl-Graetz a été remplacé par le prince Lichtenstein. L'empereur a été accueilli avec de grandes acclamations au Prater ; on assure que le peuple aurait défilé ses chevaux. D'après d'autres versions, il aurait été porté en triomphe.

#### NOUVELLES DE BERLIN.

Voici les dernières nouvelles de Berlin que nous fournit la Gazette de Cologne du 20 mars :

Berlin, 18 mars (trois heures de l'après-dinée). — La concession de la liberté de la presse, la convocation prochaine des Etats pour le 2 avril et autres concessions avaient répandu la joie partout. On avait fait les préparatifs d'une illumination générale. Le peuple se rassembla sur la place du Château pour faire parvenir aux oreilles du roi l'expression de sa gratitude. On disait que le roi avait paru au balcon et qu'il avait été reçu avec le plus grand enthousiasme. Toutefois des

personnes qui n'avaient point eu connaissance des réformes obtenues, criaient : Arrière les troupes ! Vers une heure et demie, les dragons paraissent sur la place. Au bout de quelques instants, le colonel Pritzwitz ayant été repoussé par le peuple, ils exécutent une charge et sont refoulés. La soldatesque se rue alors au milieu de la foule, frappant d'estoc et de taille ; les piquets d'infanterie placés aux portes du château font feu. Des milliers de voix crient : Aux armes ! Les bourgeois se dispersent dans toutes les directions.

En moins d'une heure, la révolte s'étend jusqu'aux extrémités de la ville. Des barricades s'élèvent en un clin d'œil au coin des rues ; sur différents points des collisions sanglantes ont lieu entre les troupes et le peuple. Deux soldats qui avaient tiré sur la foule sont massacrés devant la Banque ; un officier a le même sort sur la place Doenhoff. Dès à présent, le nombre des morts s'élève à près de cent. Si la force armée ne quitte point la ville, un carnage horrible est inévitable. Au moment où je ferme ma lettre, on entend encore le bruit de la fusillade.

Cinq heures et demie du soir. — L'émeute n'est pas encore apaisée ; on a braqué deux pièces d'artillerie dans la rue Frédéric. — A 7 heures, il y a eu un moment de relâche dans la fusillade ; malheureusement, on a eu recours au canon. — A 9 heures et demie, un vaste incendie vient d'éclater au quartier Louise. La ville regorge de troupes : les courriers de nuit ne pourront pas partir. Il est probable que les derniers journaux ne nous parviendront pas. (En effet, ils ne sont pas arrivés.) J'apprends à l'instant que les troupes quittent la capitale, et que le service est fait par la landwehr.

Berlin, 18 mars. — Après une lutte de quatre jours, où de part et d'autre on a montré le plus grand acharnement, le roi a enfin cédé à la force des circonstances ; il accorde 1<sup>o</sup> la liberté illimitée de la presse ; 2<sup>o</sup> il convoque la diète réunie des Etats pour le deux avril au lieu du 27 avril. Ce sont les événements de Vienne dit-il, qui l'ont engagé à prendre ces résolutions, de même que celles qui seront proposées aux Etats réunis et à la diète de Francfort au sujet du sort futur de l'Allemagne. Au lieu d'une confédération d'états, elle sera à l'avenir un état fédératif. Les princes et les peuples marcheront d'accord ; ces derniers seront également représentés à Francfort. Toute l'Allemagne ne fera qu'une seule et même union douanière (Zollverein) ; il y aura un pavillon allemand pour que la flotte germanique future puisse être défendue sur toutes les mers.

Les Gazettes de Voss et de Spener parlent avec indifférence des événements du 17 et du 18. Le prince de Prusse a donné, en personne, ordre de faire feu. Aussi assume-t-il toute la haine populaire. Les affaires sont loin d'être arrangées. La famille royale a perdu moralement toute sa puissance. On s'occupe de la composition d'un nouveau ministère.

MM. de Winke, Camphausen et d'autres noms populaires sont déjà mis en avant. Chez nous aussi on dit : *Il est trop tard*. Les étudiants et le peuple ont fait des prodiges de bravoure. Les troupes ont commencé à tirer au moment où tout semblait être arrangé. Alors retentit le cri : Aux armes ! aux armes ! et les habitants se précipitèrent sur la cavalerie et la refoulèrent : il y eut un moment d'hésitation ; mais le peuple finit par être vainqueur. Le nombre des morts et des blessés est très-considérable. Plusieurs princes royaux pourront difficilement rester à Berlin. Les princesses aussi, sans en excepter la reine, sont impopulaires au plus haut degré. Nous n'avons pas de nouvelles de Vienne au-delà du 13. L'empereur et son frère le prince héritier présumptif ont été accueillis avec enthousiasme par la population de Vienne.

#### RUSSIE.

Saint-Petersbourg, 10 mars. — La Gazette de Haude et Spener contient une correspondance particulière du plus haut intérêt ; elle donne communication d'un ukase de l'empereur adressé au ministre de la guerre, dont voici quelques passages : « Dans l'Europe occidentale ont eu lieu des événements qui trahissent l'intention de renverser toutes les autorités légales. Les traités qui lient la Russie avec les Etats limitrophes nous imposent l'obligation de prendre à temps des dispositions pour mettre nos armées sur le pied de guerre, afin de pouvoir opposer une barrière au torrent dévastateur de l'anarchie, si les événements l'exigent. » Suivent les dispositions qui convoquent les réserves, etc.

(Correspondance particulière.) — Nous savons de source certaine qu'un courrier arrivé récemment à l'ambassade russe à Paris a apporté la nouvelle que trois numéros consécutifs de la Gazette de Petersbourg, ceux-là précisément qui donnaient les détails sur la chute de Louis-Philippe, n'ont pas paru par ordre de l'empereur.

#### Compte rendu des Clubs.

CLUB DE LA FRATERNITÉ UNIVERSELLE.

(Séant au salon de Mars, rue du Bac.)

Compte-rendu de la séance du 19 mars 1848.

La société, d'abord saisie de la question de savoir s'il y a lieu à une manifestation de sa part ou à prendre une décision concernant l'ajournement des élections générales des membres de l'Assemblée nationale proposé dans certains clubs, considérant que le Gouvernement provisoire est saisi de cette proposition, que sa réponse aux délégués de la manifestation prouve qu'il ne s'est pas mépris sur l'importance de cette manifestation, que ses œuvres jusqu'à ce jour témoignent hautement de sa sagesse et commandent la confiance la plus illimitée ;

Décide qu'il n'y a pas lieu à examiner cette question et passe à l'ordre du jour, qui est la confection des listes des candidats à la représentation nationale.

Sur la proposition d'établir ces listes par catégories de profession ;

L'assemblée arrête qu'il n'y a pas lieu à établir d'autres catégories que celles qui auraient pour base la moralité politique et civile des candidats.

Sur la proposition d'exiger des professions de foi et la présence au club des candidats ;



L'assemblée arrête que cette mesure ne doit être requise que des candidats dont la vie politique et civile ne serait pas connue.

La société arrête également :

Que la liste des candidats à la députation nationale sera faite sur une liste de noms présentés par les membres de l'assemblée et en nombre illimité, plus considérable que celui des représentants que le département de la Seine est appelé à nommer ;

Que cette liste préparatoire sera formée séance tenante ;

Que le vote sur chacun des noms proposés sera remis à la prochaine séance ;

Que les noms ne seront pas discutés ;

Que le vote sur chaque nom sera précédé de la proposition d'ajournement ;

Que la liste définitive sera formée des noms qui auront réunis le plus de suffrages.

Passant à la confection de cette liste préparatoire, la société arrête à l'unanimité que tous les membres du Gouvernement provisoire, sans division, sont portés en tête de la liste des candidats à la représentation nationale ; que notification spéciale sera faite au Gouvernement provisoire, dans son ensemble, de cette décision prise par le club de la Fraternité universelle.

C'est un acte de conscience de la part de la société et un témoignage de sa sincère reconnaissance.

La liste, d'après les présentations faites, est arrêtée dans cette séance au chiffre de soixante et un noms.

La société, sur une lettre signée par le citoyen Cahagne, rédacteur en chef du journal *le Moniteur des Clubs*, qui requiert la société de lui adresser des délégués devant se joindre à d'autres délégués de tous les clubs du département, à l'effet de constituer un club central qui agirait dans l'intérêt des élections ;

Considérant la convenance de cette institution, Accepte cette proposition, et nomme pour ses délégués les citoyens Brucker, Sauvigny, Glade, Delarou, suppléant.

Le secrétaire, Dobigny.

#### COMITÉ ÉLECTORAL DÉMOCRATIQUE du onzième arrondissement.

Séance du 19 mars 1848. — Présidence du citoyen Barral.

La séance est ouverte à quatre heures un quart.

Le citoyen Souyon propose que chaque nouveau membre remette au président une carte portant son nom, adresse, profession, et signée par les deux membres qui le présentent.

Après l'admission, le président ajoutera sa signature, et cette carte servira de titre et de carte d'entrée.

Le citoyen Labouret propose que les secrétaires soient chargés de rédiger jour par jour un compte-rendu des séances. Il annonce en outre que le citoyen Cahagne, l'un des gérants du journal *la Commune*, a offert les colonnes de son journal pour la publication des travaux du comité.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

Les secrétaires déjà nommés dans l'une des séances précédentes demandent, sur la proposition du président Barral, qu'il leur soit adjoint un secrétaire auxiliaire. L'auteur de la proposition est invité à se réunir aux secrétaires déjà nommés.

La proposition est mise aux voix et adoptée.

Le citoyen Labouret propose qu'à la fin de chaque séance, le président indique un ordre du jour dont lecture sera faite au commencement de la séance suivante, après l'appel nominal qui doit suivre immédiatement l'ouverture de la séance.

Le citoyen Souyon propose que dans les circonstances actuelles, sur la proposition du président, la priorité soit accordée à telle proposition ou mesure qui serait urgente.

Après une courte délibération, la proposition, amendée comme l'a proposé le citoyen Souyon, est mise aux voix et adoptée.

Le président annonce que, dans la séance suivante, il sera distribué des cartes personnelles constatant la qualité de membre du comité électoral du onzième arrondissement. Plusieurs membres demandent que les citoyens inscrits sur la liste des membres, à la date de ce jour, 19 mars, soient de fait membres du comité.

La proposition est mise aux voix et adoptée.

L'assemblée, consultée sur cette proposition que tout candidat présenté pour faire partie du comité électoral devra se faire patroner par deux membres, que ceux-ci devront connaître personnellement le candidat présenté, adopte la proposition à l'unanimité après une courte discussion.

Le président prévient l'assemblée qu'aujourd'hui, pour la première fois, il a été apposé des affiches, comme cela avait été adopté dans la séance précédente. Une courte discussion s'élève sur les noms des membres qui devront signer à l'avance ces affiches.

L'assemblée déclare d'abord que tous les membres sont solidaires les uns des autres ; elle arrête aussi l'exclusion de tout membre qui refuserait de signer l'affiche.

Le citoyen Frerson, dit Napoléon, ouvrier opticien, dans une chaleureuse improvisation, pleine de sens et d'équité, demande que les ouvriers faisant partie du comité signent tous les journaux-affiches. Il fait remarquer que les ouvriers qui ont combattu pour notre révolution et qui ont adopté pour devise : Ordre et respect aux propriétés, doivent partager l'honneur de voir figurer au bas des affiches non-seulement leur nom, mais encore le titre de travailleurs.

L'assemblée, consultée, adopte la proposition du citoyen Frerson, relative aux signataires et aux professions, non-seulement pour les ouvriers mais encore pour les autres membres.

Le citoyen Joannet propose que le nombre des signataires soit de soixante. Après une discussion tendant à ce que les noms des membres du comité viennent figurer à tour de rôle au bas des affiches, le citoyen Joannet propose que les noms des signataires soient fixés par le sort. Cette proposition est rejetée.

Le citoyen Choiset propose que les noms des signataires soient pris à tour de rôle sur la liste des membres du comité. Après une délibération approfondie, l'assemblée adopte cette dernière proposition, en laissant toutefois une certaine latitude au comité de rédaction, afin que, autant que cela pourra se faire, les signataires soient choisis dans les quatre bataillons de la légion et n'appartiennent pas tous à une même cor-

poration d'état.

Le citoyen Arfecielle propose que les membres du bureau et les membres du comité de rédaction signent à part.

La proposition est adoptée.

L'ordre alphabétique et par colonnes verticales est adopté pour les noms des signataires.

Le citoyen Mauduit rappelle que dans la séance précédente il avait été nommé une commission chargée de porter à l'état-major une lettre dont la rédaction avait été adoptée et dans laquelle les membres du comité demandaient que les élections ne fussent pas retardées. Cette lettre, après avoir reçu les signatures des membres et après la séance, a été reconnue incorrecte. Pour ce motif elle n'a pas été portée ; mesure qui n'a eu aucune conséquence fâcheuse. — Nous demandons à ce sujet que les commissaires qui, à l'avenir, seraient chargés d'exécuter une mesure adoptée par l'assemblée exécutent scrupuleusement leur mission : exactement comme devrait le faire un militaire chargé d'une consigne.

Le citoyen Mauduit propose la nomination de six censeurs qui seront chargés de la police de la salle des séances : l'un d'eux devra stationner à la porte d'entrée ; il sera chargé de l'examen des cartes des membres entrant dans l'assemblée.

La proposition est adoptée. En conséquence les citoyens Dubail, Savagner, Paul, Vallée, Auguste Gallienard, Frerson, dit Napoléon, et Salm sont nommés censeurs ; leurs fonctions devront durer huit jours.

Le trésorier fait une proposition relative à un appel de fonds pour couvrir les frais d'impression des affiches qui ont été proposées et adoptées dans les séances précédentes. Le citoyen Choiset propose qu'au commencement de chaque séance, il soit placé à l'entrée de la salle un tronc avec l'indication des besoins du comité. Dans ce tronc chaque membre déposera l'offrande dont sa position et ses ressources lui permettront de disposer. Il est bien constaté que l'offrande n'est pas obligatoire et que l'offrande du travailleur, quelque minime qu'elle soit, sera acceptée avec la même reconnaissance que l'offrande du riche.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée. Une première collecte a déjà produit une somme de 25 fr. 50 c.

Le citoyen Delahaye annonce à l'assemblée que dans une réunion préparatoire qui a eu lieu hier 18 mars à l'Ecole de médecine, le citoyen François Masson, avoué, a pris la parole pour déclarer que dans les circonstances actuelles, il avait pensé et pensait encore que le gouvernement constitutionnel seul pouvait nous sauver. Une pareille absurdité était appuyée de quelques phrases faisant appel à des sentiments généraux. Elle fut applaudie par l'assemblée qui ordinairement applaudissait plutôt le talent de l'orateur que les idées émises. L'assemblée décide qu'une commission formée de plusieurs membres devra à l'avenir se tenir au courant de réunions semblables, y assister et rendre compte au comité des faits dont ils auraient pu être témoins. Le citoyen Delahaye ajoute qu'il y avait évidemment coterie dans la réunion dont il vient d'être question, car il s'est présenté au bureau pour demander la parole, et il lui a été répondu que 17 membres déjà inscrits avant lui devaient prendre la parole dans le même sens.

Ordre du jour pour demain :

Proposition de candidats pour les grades de porte-drapeau et capitaine d'état-major du 1<sup>er</sup> bataillon.

Examen des questions auxquelles ils devront répondre.

La séance est levée à six heures et demie.

#### CLUB DES HOMMES LIBRES.

Séance du 21 mars. — La séance est ouverte à 7 heures 1/2. Le procès-verbal est lu et adopté.

Après quelques observations du président sur les événements de Vienne, l'ordre du jour appelle la discussion sur la proposition du citoyen Giot, relative à la présentation des listes de candidats soit aux grades supérieurs de la garde nationale, soit à l'Assemblée nationale.

Le citoyen Gadon lit un discours du citoyen Giot, empêché par un service public.

Le citoyen Laugier combat la proposition du citoyen Gadon tendant à ce que les candidats se présentent devant les clubs pour y faire leur profession de foi. Le citoyen Gadon pense que la présentation des candidats devant le Club des clubs suffirait. Le citoyen Langrand demande que chaque club transmette au Club des clubs les questions à adresser aux candidats. Le citoyen Laugier propose d'attendre pour se prononcer sur la question qu'elle ait été posée par le Club central des clubs. La proposition est mise aux voix et adoptée. Le citoyen Gadon repousse la proposition du citoyen Langrand. La proposition est mise aux voix et adoptée.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition des citoyens Gadon et Laugier, ainsi conçue : « Frappera-t-on un impôt proportionnel sur le revenu, soit hypothécaire, soit des rentes, comme moyen d'arrêter la crise financière ? » Le citoyen Laugier développe sa proposition. Le citoyen Collavre insiste pour que, sans aucune exception, l'impôt frappe sur tous les revenus hypothécaires, puisque ce n'est qu'un impôt proportionnel. Les citoyens Lefèvre et Langrand soutiennent le même principe. Le citoyen Langrand pense qu'on devrait également frapper d'impôt les actions industrielles. Cette opinion est appuyée par le citoyen Laugier. Le président propose de renvoyer à une commission spéciale l'examen des moyens de frapper d'un impôt proportionnel tous les revenus mobiliers sans exception. La proposition est mise aux voix et adoptée. La commission se compose des citoyens Fouquet, Mortier, Liéven, Lapade, Langrand.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition du citoyen Phéliepeaux, tendant à ce que les six mois d'avance payés ou à payer aux propriétaires soient versés en dépôt au comptoir national.

Le citoyen Phéliepeaux développe sa proposition. Le citoyen Fouquet demande au compte de qui serait la perte éventuelle des sommes versées au comptoir national. Le citoyen Phéliepeaux trouve qu'il y a une sécurité citée dans la garantie donnée par la ville et par l'Etat ; dans tous les cas, ce serait au propriétaire à supporter la perte. Le citoyen Langrand sou-

tient la proposition. La parole est donnée au citoyen Nicou. Il soutient la proposition, mais demande qu'on ne verse au comptoir d'escompte que la moitié des six mois payés d'avance. Le citoyen Grasseau propose une modification à la proposition : c'est de ne déposer que l'intérêt des six mois d'avance, car les propriétaires ne bénéficient en vérité que de cet intérêt. Le citoyen Lefranc résume les moyens proposés par le citoyen Phéliepeaux et les orateurs qui ont appuyé la proposition. Le citoyen Pinaud combat la proposition. Il faut appeler, il ne faut pas contraindre. Le citoyen Deschamps soutient que l'on n'attendra rien que du patriotisme du propriétaire, et que d'ailleurs le propriétaire n'a pas droit de jouir d'une somme qu'il n'a point encore gagnée. La proposition est mise aux voix et adoptée.

Le citoyen président demande que le club soit armé ; que des armes soient déposées au club pour faire le service de la séance.

Ordre du jour :

1<sup>o</sup> Création de douze comptoirs d'escompte dans les douze arrondissements, pour démocratiser le crédit, pour ranimer la confiance par le travail (citoyen Nicou) ;

2<sup>o</sup> Discussion du règlement (citoyen Lefèvre).

Le secrétaire provisoire, COLFAVRE.  
Le président, L. E. FÈVRE.

#### HOLLANDE.

##### Manifestations à La Haye.

17 mars 1848.

Hier au soir il y a eu de nouveau une grande démonstration ; toute la population était sur pied. A dix heures et demie du soir, le peuple se rendit chez M. Adrien de Bevervoorde, rédacteur du *Courrier batave* et du *Burger*, qui dut descendre au milieu de la foule. Un orateur populaire s'avance et lui exprima la confiance illimitée que le peuple mettait en lui. M. de Bevervoorde y répondit par une courte allocution et informa la multitude qu'à onze heures il y aurait une grande démonstration pour demander au roi l'abolition des droits de mouture et d'abattage, et qu'à ce cortège se joindrait la corporation des ouvriers typographes, pour faire une manifestation en faveur de la liberté de la presse, et demander le retrait des lois destructives de cette liberté, ainsi qu'une amnistie générale pour tous ceux condamnés ou poursuivis pour prétendus délits de presse. M. de Bevervoorde pria donc la foule de se former. Le peuple y répondit par un hurra général et se retira.

A 11 heures le premier cortège se forma, à la lueur des flambeaux et au son de la musique. En tête on portait un drapeau tricolore, où se lisait d'un côté les mots *De Burger* (le citoyen ; nom du journal hollandais de M. de Bevervoorde) et de l'autre la devise de cette feuille : liberté, patrie, peuple ! Suivait un autre drapeau portant l'inscription : la patrie avant tout ! Entre les deux drapeaux marchait M. de Bevervoorde avec quelques amis, suivi d'une foule immense criant : Vive la réforme ! Vive la presse libre ! A bas les accises ! Ce cortège alla chercher ainsi la corporation des ouvriers typographes, qui se joignit à l'autre avec son étendard et ses drapeaux. Avec une foule dont le nombre et l'enthousiasme augmentait à chaque pas, et parmi laquelle on remarquait une grande quantité de militaires de toutes les armes fraternisant admirablement avec le peuple et aidant à porter les flambeaux et les étendards, on se rendit au palais du roi. Bientôt le prince se montra sur le perron, où se trouvait une députation des ouvriers typographes et M. de Bevervoorde ; mais les cris incessants de la foule empêchèrent d'entendre ce qu'ils dirent au roi. Aussitôt après que celui-ci fut rentré au palais, le peuple cria : Vive M. de Bevervoorde, le souleva sur ses épaules et depuis lors — il était minuit et demi — jusque après 1 heure du matin, le porta en triomphe par toute la ville, aux acclamations générales.

D'abord on s'arrêta chez M. Dirk Donker Curtius, une des sommités libérales et un des hommes que le vœu du peuple appelle au gouvernement ; il salua et remercia la foule. Puis le peuple alla porter en triomphe le rédacteur du *Burger* devant le palais du prince d'Orange, qui, avec sa femme, vint saluer à son tour le peuple, ainsi que le prince et la princesse Frédéric, où l'on se rendit ensuite. Au cri de : Vive le prince ! poussé à plusieurs reprises par M. de Bevervoorde, le peuple répondit en étendant les bras vers lui : Vive Bevervoorde ! vive l'homme du peuple ! Enfin on le reconduisit chez lui en triomphe ; il harangua un instant la multitude, d'une fenêtre, et la pria de se disperser tranquillement. Deux minutes après, la place du Marché-aux-Herbes, où il demeure, était vide...

Les intrigues et les combinaisons pour le choix des nouveaux ministres continuent toujours et comment à lasser le peuple.

Un journal officiel extraordinaire annonce aujourd'hui que les délibérations de réformes constitutionnelles prouvent que la chambre ne veut pas des élections directes !...

Le tribunal de première instance vient de condamner clandestinement M. de Bevervoorde, comme éditeur du *Burger*, à six mois de prison, une amende de 2,000 fr. et la perte des droits civils pour dix ans, pour un article contre M. Van-Hall, l'ex-ministre des finances. On sait que six autres journaux, qui l'ont reproduit, sont également poursuivis ; l'un d'eux est même déjà condamné aussi. J'ai dit *clandestinement*, voici pourquoi : le prononcé avait été annoncé en audience publique par le président, pour lundi prochain ; mais pour éviter la démonstration qui aurait eu lieu sans aucun doute en faveur du rédacteur condamné, on a clandestinement prononcé le jugement hier, c'est-à-dire quatre jours plus tôt !

La nouvelle de la mort du prince Alexandre, second fils du roi, vient d'arriver.

Tous ces événements coïncident pour augmenter l'embarras de la position pour le gouvernement et l'effervescence du peuple.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.